

**COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU 03 JUILLET 2015 ENTRE L'INTERSYNDICALE ET JOHANNA ROLLAND.**

**Etaient présents : Johanna ROLLAND, Elizabeth LEFRANC, Béatrice MERAND, Patrick FORGEAU**

**Pour l'intersyndicale : CGT, UFICT-CGT, UNSA, FO, CFDT, CFTC (Nantes et Nantes métropole)**

Introduction de Johanna Rolland, qui tout en comprenant nos demandes relatives aux ratios, déroulement de carrière des agents, vie en dehors du travail, met d'emblée en avant :

- Les restrictions budgétaires liées aux baisses des subventions de l'état, tout en brandissant le spectre de la récession vécue par certaines collectivités et les mesures drastiques qu'elles se voient dans l'obligation de mettre en place. (-Moins 1000 agents pour Strasbourg, moins 40% d'effectif à Lyon ?), tout en nous assurant que grâce à la gestion responsable mise en place dans nos collectivités, nous n'aurions pas à subir de tels sacrifices !

*« Je me dois de protéger le service public et des efforts justes et partagés restent à faire... »*

- Sa prise de conscience des difficultés rencontrées par les agents en termes de pouvoir d'achat et de conditions de travail,

- Sa volonté d'améliorer le dialogue social et de revisiter les méthodes managériales

*« Je suis très attachée au dialogue social, c'est un enjeu essentiel que je souhaite renouveler »*

- La détermination à combler les inégalités entre les Femmes et les hommes. (A priori pas par le biais du déroulement de carrière !)

Johanna Rolland, nous annonce d'emblée qu'il n'y aura aucune ouverture de négociation quant à la revendication relative aux avancements de carrière portée par l'intersyndicale, voire, **aucune négociations globales sur quelques sujets que ce soit.**

*« Je n'ai pas la possibilité de faire des promesses que je ne pourrais pas tenir, je préfère faire autrement... »*

Elle souhaite que la nouvelle direction générale puisse arrêter une liste de sujets sur la base de ce qu'elle propose et rappelle aux organisations syndicales intéressées l'importance d'adapter leurs revendications au contexte budgétaire contraint.

Elle nous annonce que nos collectivités auraient les ressources nécessaires pour construire en deux ans. (voir avec Marie Laure sur ce point).

Elle se dit prête à discuter des conditions de travail et de la résorption de la précarité, dossiers d'ores et déjà ouverts depuis de nombreux mois et actuellement au point mort.

Elle se dit prête à remettre en place les mesures de fin de carrière.

Elle propose de fixer un certain nombre de chantiers prioritaires (2016-2017) en partageant une méthode, un calendrier, des avantages et des avancées.

Elle a entendu des critiques de la part de l'intersyndicale.

Pour l'intersyndicale, la volonté affichée de Johanna Rolland d'améliorer la qualité du dialogue social dans nos collectivités est incohérente sur la forme et sur le fond.- L'intersyndicale n'a en effet été reçue qu'un mois et demi après le début du conflit sans avoir la possibilité d'ouvrir la moindre négociation sur les revendications relatives au déroulement de carrière !

Sur la question des thématiques proposées par Johanna Rolland, l'intersyndicale s'interroge sur les moyens qui seront alloués aux traitements de ces dossiers, notamment au regard des annonces appuyées sur les restrictions budgétaires

Concernant la remise en place des mesures de fin de carrière, l'intersyndicale intervient pour rappeler que la remise en place de ces mesures avaient d'ores et déjà été actées lors de la première rencontre avec Elizabeth Lefranc et qu'aux dires mêmes de P.CORROYER, elles n'allaient rien coûter à la collectivité, la CNRACL prenant le relais de paiement de cette mesure.

Elle appuie sur le fait que l'ensemble des décisions prises, notamment en ce qui concerne les baisses conséquentes du budget de fonctionnement, sont issues de choix politiques.

Elle intervient sur certains points du budget, notamment sur la baisse des dotations de l'état qui ne représentent, au regard des budgets globaux de Nantes et de Nantes métropole, qu'une baisse pouvant être considérée comme beaucoup moins importante qu'annoncée.

Aucune proposition factuelle.

Un dialogue de sourds, politique et convenu qui ne nous laisse d'autre alternative que celle de remobiliser les agents à la rentrée de septembre.